



## Autorisation de circulation

*Pétitionnaire : Commune de La Chapelle-en-Valgaudemar*  
*Adresse : Le village - 05800 La Chapelle-en-Valgaudemar*  
*Localisation : Gioberney*  
*Nature de la demande : Circulation de véhicule motorisé*  
*Dossier suivi par : Annick MARTINET*

### **Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L331 4-1 ; L331-4-2 ;

Vu le décret n°2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Écrins et notamment son article 7-II.

Vu le décret n°2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la Charte du Parc national des Écrins et notamment son chapitre II – B, modalité 18 d'application de la réglementation dans le cœur ;

Considérant que les activités décrites dans la demande en date du 06 août 2018 sont conformes aux dispositions des textes susvisés ;

### **Arrête :**

**Article 1 :** dans le cadre des autorisations mentionnées aux articles sus-visés je donne l'autorisation à la commune de La Chapelle-en-Valgaudemar de circuler avec un tracteur du parking du Gioberney jusqu'au torrent pour les besoins de mise en place d'une passerelle, dans le cœur du parc national des Écrins, sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- ✓ la circulation est autorisée pour le transport du bois de la passerelle à mettre en place,
- ✓ l'autorisation est accordée du parking du Gioberney jusqu'au torrent,

### **Article 2 :**

La présente autorisation pour le déroulement de cette activité est délivrée pour la semaine 32,

### **Article 3 :**

une copie de la présente autorisation doit être présentée à toute réquisition des agents assermentés et commissionnés,

### **Article 4 :**

Le pétitionnaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du cœur du Parc national des Écrins,

### **Article 5 :**

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues dans la réglementation du cœur du Parc national, pourra conduire à la suspension de la présente autorisation et expose son bénéficiaire à ce qu'il soit dressé à son encontre un procès-verbal d'infraction.

Cette autorisation prise au titre de l'article 7 du décret n°2009-448 du 21 avril 2009, sera publiée au registre des actes administratifs de l'établissement.

À Gap, le 06/08/2018

Le directeur adjoint du  
Parc national des Écrins,

  
Thierry DURAND

Copie : Secteur du Champsaur-Valgaudemar

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.